



# ENFANCE SANS BARREAUX

BULLETIN | Été 2020

## ÉDITO

Chers partenaires,

Nous aurions voulu que ce bulletin du programme Enfance sans Barreaux vous parvienne de façon plus régulière, mais la pandémie de coronavirus nous a contraints à revoir et ajuster notre planification en conséquence.

Vous-mêmes, vous avez dû et vous continuez à faire preuve d'une grande flexibilité, notamment pour trouver les moyens adéquats pour accompagner les enfants et les adolescents en conflit avec la loi que vous suivez. Vous vous êtes également mobilisés pour apporter un aide sanitaire et alimentaire à leurs familles. De l'autre côté, nous prenons conscience que l'utilisation accrue des plateformes en ligne facilite une intervention plus aisée d'experts internationaux qui enrichissent le contenu des formations et favorisent les échanges de bonnes pratiques telle que l'initiative de COMETA au Pérou ou le webinaire du BICE où sont intervenus les RTC-Colombie.

Outre les réunions régionales à Abidjan et à Lima qui, heureusement, ont pu avoir lieu avant la Covid-19, j'ai le plaisir de vous signaler la mise à jour tant en français qu'en espagnol de la page du site web du BICE dédiée à la justice pour enfants. Son centre de documentation et de ressources s'est beaucoup développé et nous vous invitons à nous faire parvenir toute suggestion et document pour qu'il soit un instrument toujours actualisé et utile au travail des acteurs de la justice juvénile.

Merci pour votre engagement dans ces temps compliqués ! Continuons, tous ensemble, à encourager les gestes barrières.

Alessandra Aula,  
Secrétaire générale du BICE

# 43<sup>E</sup> SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Initialement prévue du 24 février au 20 mars 2020, la 43<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme a été suspendue le 13 mars, à cause de la pandémie de la Covid-19. Elle a repris le 15 juin pour s'achever le 22 juin.



Palais des Nations, Genève

## Côte d'Ivoire

Pour la Côte d'Ivoire, la communication écrite (A/HRC/43/NGO/48) ainsi que la déclaration orale qui s'y rattache ont exposé les propositions du BICE et de DDE-CI sur la mise en œuvre des nouvelles réformes pertinentes en matière de justice pour enfants. Ces réformes portent notamment sur la transaction qui est une forme de médiation, la liberté surveillée et les travaux d'intérêt général comme mesures alternatives à la privation de liberté, ainsi que l'assistance juridique et sociale aux enfants en contact avec le système de justice.

Le BICE et DDE-CI ont relevé que la justice réparatrice prônée par le nouveau Code de procédure pénale exige la mise en place de centres éducatifs, y compris des centres d'hébergement provisoire d'urgence pour accueillir les mineurs, dans l'attente d'un placement plus adapté ou d'un retour en famille, ou encore des centres de réinsertion des mineurs et des centres d'accueil et d'hébergement prévus par la loi.

## Mali

Concernant le Mali, la communication orale a souligné le drame de la jeunesse malienne privée d'éducation à cause de la fermeture des écoles avec des millions d'enfants déscolarisés. Cette situation les expose à l'exploitation, à la violence et au recrutement par des groupes djihadistes. Certains adolescents désœuvrés prennent malheureusement le chemin de la délinquance.

Par ailleurs, le Mali n'est toujours pas doté d'un Code de protection de l'enfant dans les règles de l'art après les péripéties politiques et juridiques que le Code de 2002 a traversé. Depuis, ce Code a fait l'objet de relecture. Le BICE et le BNCE-Mali ont insisté sur l'impérieuse nécessité de réhabiliter, dans les meilleurs délais, cet instrument majeur de protection des droits de l'enfant.

## Togo

S'agissant du Togo, la communication écrite (A/HRC/43/NGO/88) s'est félicitée de la nomination de juges des enfants sur l'ensemble du territoire national. Elle a cependant alerté sur le ralentissement du fonctionnement des tribunaux pour enfants à cause de l'absence d'assesseurs. Prévus par les articles 331, 332, 470 et 471 du Code de l'enfant de 2007, ces assesseurs n'ont toujours pas été nommés par arrêté du Garde des Sceaux.

Dans le système de justice au Togo, les assesseurs assistent le juge des enfants, notamment dans les affaires criminelles à l'instar des infractions à caractère sexuel ou encore des faits relatifs aux troubles à l'ordre public. Aujourd'hui, le problème des assesseurs affecte le fonctionnement de la quasi-totalité des tribunaux pour enfants au Togo.

Le BICE et le BNCE-Togo ont exhorté le ministre de la Justice à faire diligence en sollicitant les présidents des cours d'appel de Lomé et de Kara à sélectionner des personnes ayant les compétences requises pour servir en tant qu'assesseurs.

# INITIATIVES EN TEMPS DE COVID-19

Des experts internationaux participent aux sessions « Gestion des connaissances pour la prise en charge des adolescents » mises en place au Pérou de manière virtuelle.



Les 23 et 24 juin 2020, en collaboration avec la direction générale des Affaires criminelles du ministère de la Justice et des Droits de l'homme et la faculté de droit de l'université Santo Toribio de Mogrovejo de la ville de Chiclayo, COMETA a organisé un séminaire international virtuel sur la gestion des connaissances pour la prise en charge des adolescents dans des contextes de vulnérabilité et de violence à partir d'une approche criminologique.

## Renforcer les compétences des acteurs sociaux et de justice

L'objectif de l'activité était de contribuer au renforcement des compétences des acteurs sociaux et de justice spécialisés dans la prévention et la prise en charge des comportements à risque chez les adolescents.

La transmission en direct a permis la participation d'experts internationaux et l'articulation du programme autour des thèmes suivants :

- Avancées et défis dans la prise en charge des adolescents en conflit avec le droit pénal avec la présentation du programme Enfance sans Barreaux par Alessandra Aula, secrétaire générale du BICE et María Consuelo Barletta, coordinatrice du programme pour COMETA.
- Contributions de la résilience à la prise en charge des adolescents dans

des contextes de vulnérabilité et de violence, présentées par Veronica Hurtubia, membre de l'unité de recherche sur la résilience du département de psychologie de l'université catholique de Milan (Italie).

- Explication des comportements déviants à partir de la criminologie du développement, proposée par André Villela, professeur et chercheur à l'université de Sao Paulo (Brésil).

- Progrès et défis pour la protection des droits des adolescents dans la justice pour mineurs, détaillés par Mary Beloff, professeure de droit pénal des mineurs à l'université de Buenos Aires (Argentine).

L'activité a été évaluée à la fin des conférences par un questionnaire sur le contenu des présentations que chaque participant devait remplir et envoyer par e-mail. 430 participants ont répondu au questionnaire et obtenu un certificat de participation délivré au nom du ministère de la Justice et des Droits de l'homme.

## Pour revoir les interventions

**Vidéo du 23 juin** : <https://www.youtube.com/watch?v=sBVoV0W8y2w>

**Vidéo du 24 juin** : <https://www.youtube.com/watch?v=dyScA8yjPjM>

## Webinaires organisés par le BICE



Dans le cadre du cycle de conférences virtuelles que le BICE a organisé pour ses partenaires de la région Amérique latine comme l'une des réponses à la crise Covid-19, celle du 30 avril 2020 a été menée par la coordinatrice du programme EsB en Colombie, Diana Herreño. Grâce à son intervention, il a été possible de connaître la situation sanitaire, économique et sociale ainsi que le travail de tant de professionnels qui œuvrent auprès des enfants en situation de vulnérabilité et, surtout, auprès de ceux qui sont en conflit avec la loi.

<https://www.youtube.com/watch?v=3JfL2P8EF-s>

# PAGES INTERNET SUR ESB MISES À JOUR

Réorganisé, le site du BICE - [www.bice.org](http://www.bice.org) - contient de nombreuses informations sur le programme Enfance sans barreaux, ainsi que de la documentation sur la justice juvénile.

The screenshot shows the BICE website interface. At the top, there are navigation menus for 'Le BICE', 'Actualités', 'Droits de l'enfant', 'Actions de terrain', 'Plaidoyer', and 'Nous soutenir'. A 'BOUTIQUE' banner with 'JE FAIS UN DON' is visible. The main heading is 'JUSTICE JUVÉNILE : PROGRAMME ENFANCE SANS BARREAUX 2'. Below it is a photograph of a child's face looking through a barred window. To the right, a 'CHIFFRES CLÉS' box lists statistics: 7 pays en Amérique latine et en Afrique; 8 partenaires; 22730 personnes en Afrique et en Amérique latine bénéficiant de Enfance sans barreaux 2; 6610 enfants en conflit avec la loi; 7360 personnes dans l'entourage des enfants; 2760 acteurs de la justice juvénile (judges, personnel, police judiciaire, etc.). Below the photo, text states: 'De 2017 à 2021, Enfance sans barreaux 2 (EsB2) vise à renforcer les résultats obtenus lors de précédent programme EsB1 (2012-2015). Il se fonde sur une approche réparatrice de la justice pour enfants.' It also mentions that this approach prioritizes extrajudicial measures or alternatives to imprisonment and focuses on the socio-professional reinsertion of children in conflict with the law (ECL). A URL for the main page is provided at the bottom: <https://bice.org/fr/actions-de-terrain/domaines-daction/justice-juvenile-programme-enfance-sans-barreaux-2/>

La page principale d'Enfance sans Barreaux 2 donne aux partenaires financiers une visibilité sur le programme. Elle contient le résumé ou la synthèse des objectifs, résultats, activités et bénéficiaires du programme. Elle renvoie également vers le centre de documentation sur la justice pour enfants ainsi que vers les **pages dédiées à chaque partenaire** de mise en œuvre du programme où les données par pays sont disponibles.

- **Mali** <https://bice.org/fr/mali/>
- **République démocratique du Congo** <https://bice.org/fr/republique-democratique-du-congo/>
- **Pérou** <https://bice.org/fr/perou/>
- **Togo** <https://bice.org/fr/togo/>

## Présentation des actions menées dans chaque zone d'intervention



- **Colombie** <https://bice.org/fr/colombie/>
- **Côte d'Ivoire** <https://bice.org/fr/cote-divoire/>
- **Guatemala** <https://bice.org/fr/guatemala/>

## Documentation sur la justice pour enfants

Par ailleurs, en cliquant sur les liens ci-dessous, eux aussi disponibles depuis la page principale d'EsB2, vous accédez directement au Centre de documentation dédié à la justice pour enfants avec des données organisées par pays. Ces liens permettent de gagner du temps et d'aller facilement vers les informations recherchées.



- **Colombie** <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-colombie>
- **Côte d'Ivoire**, <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-cotedivoire>
- **Guatemala** <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-guatemala>
- **Mali** <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-mali>
- **République démocratique du Congo**  
<https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-RDC>
- **Pérou** <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-perou>
- **Togo** <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile/#publications-togo>

### **Vous y trouverez des contenus concernant :**

- Les lois et programmes relatifs à la justice pour enfants des pays de mise en œuvre du programme.
- Les publications développées par le BICE (en collaboration avec les partenaires) comme les Recueils sur la justice pour enfants en Côte d'Ivoire et en RDC ainsi que les rapports et les communications soumis aux mécanismes des droits de l'homme de l'ONU.
- Les publications élaborées par les partenaires (en collaboration avec le BICE) à l'instar de la publication régionale Amérique latine, les fiches techniques, les guides pratiques, les manuels et autres produits par les partenaires africains.
- Les publications émanant des Nations unies telles que les rapports et les résolutions sur les pays dans lesquels le programme est réalisé comme la Colombie, la Côte d'Ivoire, le Guatemala, le Mali et la RDC.

### **Les actions de plaidoyer par pays**

- **Colombie**  
<https://bice.org/fr/colombie-actions-de-plaidoyer/>
- **Côte d'Ivoire**  
<https://bice.org/fr/cote-d-ivoire-actions-de-plaidoyer/>
- **Guatemala**  
<https://bice.org/fr/guatemala-actions-de-plaidoyer/>
- **Mali** <https://bice.org/fr/mali-actions-de-plaidoyer/>
- **République démocratique du Congo**  
<https://bice.org/fr/rd-congo-actions-de-plaidoyer/>
- **Pérou** <https://bice.org/fr/perou-actions-de-plaidoyer/>
- **Togo** <https://bice.org/fr/togo-actions-de-plaidoyer/>

Ces pages sont elles aussi spécifiques à chaque pays concerné par le programme EsB2. Elles contiennent toutes les actions de plaidoyer menées par le BICE auprès des mécanismes de supervision des Nations unies tels que le Comité des droits de l'enfant, l'Examen périodique universel et le Conseil des droits de l'homme. Pour chaque pays, il est indiqué les lois et programmes nationaux pertinents.



**Sont également disponibles sur le site internet du BICE l'ensemble des actions de l'association auprès des instances des Nations unies. Elles sont classées par institutions.**

### **Nos actions auprès du Conseil des droits de l'homme**

<https://bice.org/fr/plaidoyer/actions-de-plaidoyer/actions-au-conseil-des-droits-de-l-homme/>

Cette page montre les communications écrites et orales produites par le BICE, les événements parallèles organisés, les rapports et résolutions adoptés par l'ONU et portant sur les pays d'intervention du BICE. Les documents concernent tous les programmes du BICE, y compris EsB2.

### **Nos actions auprès du Comité des droits de l'enfant**

<https://bice.org/fr/plaidoyer/actions-de-plaidoyer/actions-au-conseil-des-droits-de-l-enfant/>

Cette page rassemble toutes les actions de plaidoyer auprès du Comité des droits de l'enfant pour l'ensemble des programmes du BICE, y compris EsB2. Pour chaque pays, la page montre les rapports soumis par le BICE, les démarches effectuées auprès des experts du Comité, les observations finales adaptées, les journées de débat général du Comité et les démarches de suivi.

### **Nos actions auprès de l'examen périodique universel**

<https://bice.org/fr/plaidoyer/actions-de-plaidoyer/actions-examen-periodique-universel/>

Cette page comprend les rapports et activités de plaidoyer auprès du mécanisme de l'EPU au cours des différents cycles. On y trouve également les rapports finaux des examens ainsi que les réponses apportées par les États au contenu des rapports et recommandations. Les rapports de synthèse considérés comme des documents de travail avec les missions diplomatiques ne sont pas rendus publics mais disponibles sur demande.

# RENCONTRE RÉGIONALE EN AMÉRIQUE LATINE

Cette rencontre organisée en mars s'est déroulée en deux temps : un séminaire dédié aux partenaires du programme Enfance sans Barreaux et une conférence publique.

À Lima, du 9 au 11 mars 2020, le BICE, en coordination avec COMETA, a organisé la rencontre régionale pour les partenaires du Programme Enfance sans Barreaux de la région Amérique latine : Colombie – Religiosos Terciarios Capuchinos, Guatemala – Instituto de Estudios Comparados de Ciencias Penales de Guatemala, Pérou – Compromiso desde la Infancia y la Adolescencia et OPA Niños Libres). Cette rencontre s'est déroulée autour de deux moments : un séminaire interne et un acte public.

## Programme

Le programme des deux journées internes, où les partenaires ont été accompagnés dans leurs réflexions par des experts externes, s'est concentré sur les points suivants :

1. Analyser les progrès de l'initiative Enfance sans Barreaux pendant la période de mise en œuvre de juillet 2018 à décembre 2019 en Colombie, au Guatemala et au Pérou.
2. Réfléchir aux défis à relever à la fin du mois de septembre 2021 – date à laquelle le programme se termine - sur la base des enseignements tirés.
3. Discuter du processus et de l'outil d'évaluation interne de EsB.
4. Échanger autour du travail sur la résilience et la justice réparatrice que le BICE est en train d'effectuer en vue de la publication d'un cahier sur cette thématique.
5. Renforcer les compétences de l'équipe du programme en matière de criminologie du développement et de pratiques réparatrices pour l'intervention auprès des adolescents infracteurs.
6. Renforcer les compétences de l'équipe du programme en termes d'éducation sexuelle dans une perspective de genre auprès des adolescentes en conflit avec le droit pénal.

L'acte public *Aproximación Criminológica a los Sistemas de Prevención de Violencia y Justicia Juvenil en Latinoamérica* organisé en coopération avec la Direction générale des affaires criminelles du ministère de la Justice et des Droits de l'homme et dans son auditoire, a été ouvert par le vice-ministre de la Justice, la représentante de l'AFD au Pérou et la secrétaire générale du BICE.

## Plus de 150 participants

L'événement, où plus de 150 personnes étaient présentes, a contribué à renforcer les compétences des acteurs de la justice et des opérateurs sociaux concernés par la prévention des comportements à risque chez les adolescents.

Il a, par ailleurs, permis aux quatre coordinateurs du programme EsB dans la région de dresser un bilan de leurs activités et des enjeux auxquels ils sont confrontés dans leur travail.



Zoel Franco, coordinateur du programme EsB au Guatemala et Marina Novales, psychologue à la Secretaría de Bienestar social de la Presidencia de la República, Guatemala.



Diana Herreño, coordinatrice du programme EsB en Colombie.



Les partenaires du programme EsB en Amérique latine.

# SÉMINAIRE RÉGIONAL À ABIDJAN

Plusieurs partenaires africains se sont retrouvés en février à Abidjan pour une formation sur la résilience organisée par le BICE et spécialement adaptée à l'accompagnement des enfants en conflit avec la loi.



Ateliers mis en oeuvre auprès des enfants.

Du 10 au 14 février 2020, les quatre partenaires africains du programme EsB, ainsi que trois autres ONG (Don Bosco au Bénin, A2PEJF-Togo et la communauté Abel en Côte d'Ivoire) se sont réunis à Grand Bassam en Côte d'Ivoire pour suivre une formation sur la résilience. L'objectif était d'apprendre de nouvelles méthodes d'intervention pour favoriser la justice réparatrice et la résilience des enfants en conflit avec la loi.

## Changer de regard

18 professionnels ont été sensibilisés à l'approche résilience, à ses fondamentaux. Ils ont pris progressivement conscience de l'importance de changer de regard afin d'adopter une attitude davantage bienveillante envers ces enfants. Ils ont aussi intégré qu'il était essentiel de prendre le temps de les écouter, pour que les solutions partent des enfants eux-mêmes. Ce n'est pas en imposant un projet que l'enfant se l'appropriera et avancera positivement ; il risque en effet de faire semblant mais son cœur ne sera pas touché.

Les professionnels doivent ainsi amener l'enfant ou adolescent à identifier ses difficultés, car c'est en connaissant les facteurs de risques, qu'il pourra, aidé par ceux qui l'accompagnent, y pallier. Et ce, en travaillant sur les facteurs de protection correspondants.

## Mise en oeuvre d'ateliers auprès des enfants

Dans un second temps, sur deux demi-journées, les partenaires ont mis en oeuvre des ateliers psychocréatifs auprès de jeunes en difficulté. La méthodologie théorique et pratique a ainsi permis une meilleure compréhension de l'approche résilience et de l'impact qu'elle peut avoir auprès des enfants en conflit avec la loi qui sont réputés mentir pour se protéger, ce qui complique l'accompagnement éducatif.

Cette approche intéresse fortement les acteurs, mais des doutes subsistent dans la mise en oeuvre. Ils craignent notamment que l'analphabétisme des jeunes bloque leur créativité et s'inquiètent du manque de temps en détention et du cadre de travail peu propices pour la mise en confiance et le travail approfondi avec les ECL.

## Élaboration d'un plan d'action pour chaque association

Le BICE a partagé l'expérience de Goma et Bukavu, mais c'est la pratique qui permettra d'adapter les outils proposés pour être le plus pertinent dans l'approche résilience. Le premier des défis concerne le changement de regard des acteurs sur ce public dit difficile. C'est aux adultes de revoir leurs pratiques,

leurs postures pour impulser l'exemplarité chez l'enfant en conflit avec la loi.

En fin de semaine, chaque association a aussi été accompagnée pour élaborer un plan d'action de mise en oeuvre de l'approche résilience dans le programme EsB2. Une réunion d'intervention est prévue pour les partenaires ouest-africains les 27 et 28 août prochain et un suivi a été mis en place pour suivre l'implémentation. Du fait des mesures préventives face à la Covid-19, les plans d'action vont être retardés et seront réactualisés. Une réunion adaptée aux moyens de chacun sera prochainement organisée à distance.

## Des jeux pour favoriser la justice réparatrice

Le séminaire a été aussi l'occasion de distribuer aux quatre partenaires quatre à six malettes de jeux de justice réparatrice adaptées de la pratique colombienne des Tertiaires capucins. Tous remercient encore Diana Herreño pour sa contribution en octobre 2019, lors du 2<sup>e</sup> séminaire régional à Lomé.

Tout comme la justice réparatrice développe la responsabilisation et la prise de conscience des personnes mises en cause pour un délit, la résilience complète ce processus car elle favorise la participation de l'individu, qui va se saisir de sa vie.

## LES ORGANISATIONS PARTENAIRES

“

**Le programme Enfance sans barreaux a pour objectif le développement et la promotion de systèmes de justice juvénile prévoyant l'utilisation de mesures de substitution à la privation de liberté, afin de favoriser la réinsertion durable des enfants en conflit avec la loi.**

”



Religiosos Terciarios Capuchini



OPA - Niños Libres



Avec le soutien de :



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE



et de généreux donateurs privés



[www.bice.org](http://www.bice.org)

Bureau International Catholique de l'Enfance  
Dignité et droits de l'enfant  
Pour chaque enfant, un avenir